

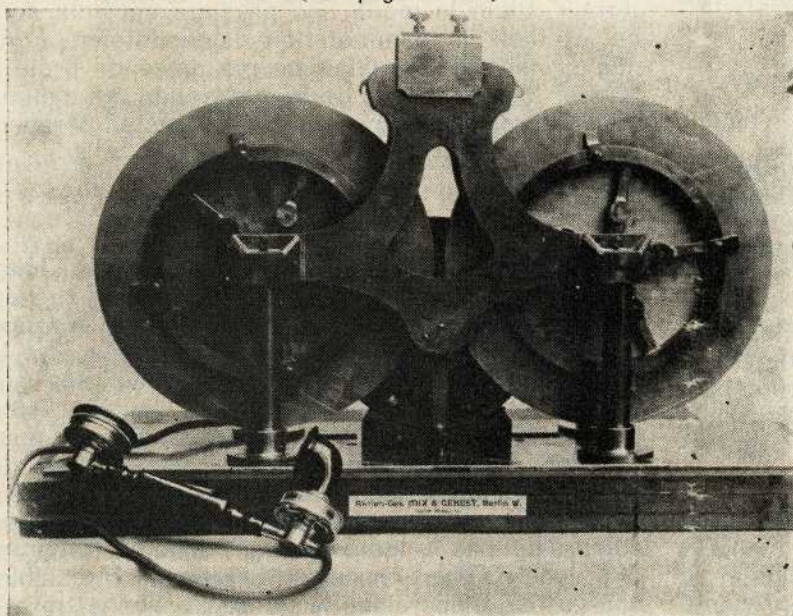
LA *Grande Relève*

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

80 années d'évolution... vers quoi ?

(voir pages 2 et 6)



Télégraphone à bande d'acier (1900)



Télécopieur pouvant être connecté sur n'importe quelle prise téléphonique (1980)

(« Télécommunications », janvier 1979)

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

ACTUALITE :

- **Le choix de la société de demain**
par M.-L. Duboin p. 2
- **Au fil des jours** par J.-P. Mon p. 3
- **Etranger : Retour à la terre**
par P. Simon p. 4
- **Sciences : La révolution électronique**
par M.-L. Duboin p. 6
- **Ils y viennent** par G. Steydlé p. 7

REFLEXION :

- **L'inflation** par A. Chantraine p. 4
- **Soit dit en passant : Au rendez vous du futur** par G. Lafont p. 5
- **Michel Debré a raison, mais...**
par R. Kopinski p. 8
- **Si c'est obscur, c'est sérieux !**
par H. de Joyeuse p. 10
- **Bagatelles pour un septennat**
par E.-R. Borrédon p. 11

TRIBUNE LIBRE :

- **Une expérience à tenter**
par P. Moch p. 12
- **Réponse** p. 13

INITIATIVES

- **Nature et Progrès** p. 9
- **Droit au travail utile** p. 9

BLOC-NOTES p. 14

M 1669 - N° 779 - 5 F

REDACTION et ADMINISTRATION :

88, bd Carnot, 78110 LE VESINET — C.C.P. 13.402.39 M Paris

LE CHOIX DE LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN

par M.-L. DUBOIN

Il est totalement illusoire de s'imaginer qu'en quelque centre de calculs futé, on pourrait empêcher l'avènement imminent de la société informatisée. Il s'agit en effet d'une échéance proche et inévitable. Inévitable non seulement parce que la numérisation bouleverse toutes les techniques de communication, non seulement parce que le coût des composants a fait une chute considérable avec la miniaturisation, mais aussi et surtout parce que les grands groupes industriels qui gouvernent ce monde ont misé sur l'informatisation de la société et ont investi des sommes considérables pour la réaliser.

DES CHIFFRES

Les sociétés américaines, en tête de liste, ont fait plus de 40 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1977, dont 5,3 pour « Mama Bell » (l'American Telephone and Telegraph), la quatrième entreprise mondiale, et 3,1 pour le « grand frère » (Big Brother) c'est-à-dire I.B.M. Pour vous faire une idée de l'envergure de ces sociétés, sachez que les deux déjà citées, A.T.T. et I.B.M., plus deux autres, General Electric et I.T.T., sont équivalentes, à elles quatre, à la production nationale brute de pays tels que la Pologne ou les Pays-Bas, soit le 1/4 du Produit National Brut de la France.

De telles sociétés font évidemment la loi sur le marché. Si l'une d'entre elles lance une nouvelle série, toute la profession doit s'aligner. Mais si un plus petit concurrent sort une machine qui présente un progrès technique, alors les grosses baissent dès le lendemain leurs prix sur ce matériel et étouffent « le présomptueux ».

Or, ces sociétés ont investi pour organiser la grande mutation informatique. Donc celle-ci va se faire dans la décennie à venir. Et elle touchera tous les secteurs de l'économie et par conséquent tous les aspects de la vie sociale. Conditions de travail à l'usine et au bureau, méthodes et esprit de l'enseignement, conception et organisation des soins médicaux, etc., etc...

La question n'est donc pas de savoir si ce bouleversement aura lieu. C'est oui. Elle est de savoir quel type de société elle ouvrira, car ces mêmes moyens peuvent créer l'enfer ou le paradis. Tout est là.

L'ENFER

L'enfer, c'est la société aveuglée par le marché. C'est l'informatique venant au secours du capitalisme comme le décrit J. Attali : c'est cette multiplication de robots imposés, déshumanisants, comme ces « détecteurs de maladie », minicalculateurs

et microprocesseurs qu'on nous poussera à acheter pour observer toutes les fonctions de notre corps, comme on scrute une machine. C'est la société sans âme, où tout, jusqu'à la musique, jusqu'à la peinture artistique, est disséqué, analysé, réduit à ces « composants ». Ainsi l'homme y sera lui-même un de ces composants, numérisé et programmé **pour être une « cible » commerciale**. Toute la poussée écologique, tous ces « retours à la terre », toute la mode des produits naturels sont bel et bien la manifestation d'une défense organique, viscérale de l'homme mécanisé en proie à la peur légitime d'une déshumanisation qui s'étend sous la pression de nouveaux marchés en perspective.

LE PARADIS

Le paradis, c'est la machine au service de l'homme, et non du profit : c'est la société à la recherche de son épanouissement et non plus de la rentabilité. L'automatisation des machines peut être la libération des ouvriers qui n'ont plus qu'à les surveiller, moins longtemps, et à tour de rôle. Et ce temps dégagé peut être pour eux, comme pour Candide, l'occasion de « cultiver son jardin », de parler, d'observer, de découvrir ce monde de leurs semblables qui les entourent, mais qu'ils n'ont aujourd'hui pas le temps de voir, donc de comprendre, donc d'aimer. Or cette libération est possible, pourvu que disparaisse la loi de l'échange travail-salaire. Cette libération, c'est donc aussi la distribution équitable des possibilités à tous les membres de la société. Distribution facile avec la banque électronique : chaque individu a son propre compte, régulièrement alimenté, et sa carte automatique de paiement : additions - soustractions. C'est même la fin des « hold-up ! » et autres agressions sordides contre tous les transporteurs de fonds et bureaux de Poste. Cette société informatique peut aussi être celle de la véritable démocratie puisqu'elle permet l'information de tous les citoyens et leur consultation automatique avant toute décision*.

★

Voilà le choix. Il existe. Mais comment se fera-t-il, à quel niveau et par qui ? Nous verrons, dans un prochain article, comment il s'est opéré au Japon et au Canada.

En France, est-il en train de se faire comme s'est fait le choix du « tout nucléaire » ?

* Voir pages 15 et 16.



« Si préoccupante qu'elle apparaisse, la crise monétaire, financière et commerciale n'est que l'épiphénomène de la croissance intempérante et productiviste qui a bouleversé la relation entre dépenses d'investissement et dépenses de consommation et donc entre produit brut et revenu net. La crise n'est pas fonctionnelle, elle est organique. Car le déséquilibre fondamental de l'économie française réside en ce que lorsque le P.N.B. augmente, le revenu net disponible augmente, mais d'un montant moindre. Or, c'est le revenu disponible qui, bien plus que les exportations et la monnaie, gouverne l'investissement, l'emploi et la consommation. »

Domage que l'auteur de cette analyse lucide (M. A. Barrère, Professeur à l'université Paris I) n'aille pas plus loin. Il est vrai que cela le conduirait à l'économie distributive.

★

La lecture des comptes rendus des deux assemblées qui font semblant de nous gouverner est souvent très instructive. Ainsi apprend-on qu'au cours du débat au Sénat sur la loi d'orientation agricole, M. Boscarry-Monsservin (sénateur Républicain indépendant de l'Aveyron), rapporteur de la commission des finances, a montré qu'en ce qui concerne les cotisations retraites, les agriculteurs ne paient que les 5/6 de ce qu'ils devraient, c'est-à-dire

environ 6 300 millions de francs, alors que s'ils étaient salariés ils en paieraient 7 400 millions.

Je vous laisse deviner qui paie le reste. Il est vrai que les agriculteurs sont en général de « bons » électeurs.

★

Cela est aussi vrai aux Etats-Unis où, malgré l'embargo sur les céréales précédemment destinées à l'U.R.S.S., les autorités n'ont pris aucune mesure pour réduire la production américaine de céréales. Ce sont les Européens qui feront les frais de l'opération car les Américains vont fournir les céréales destinées à l'U.R.S.S. à plusieurs pays du bassin méditerranéen et d'Afrique, traditionnellement clients de la France et des pays de la Communauté européenne.

C'est ainsi que la Tunisie va recevoir 64 000 tonnes de blé payables en 20 ans avec un taux d'intérêt de 1 % et remboursable en monnaie tunisienne...

Un vrai cadeau.

★

Le yen faiblit mais cela n'a pas l'air d'affecter beaucoup les Japonais qui savent que la faiblesse de leur monnaie tient à la bonne santé de leur économie : leurs usines tournent pratiquement à fond et la productivité a augmenté de 10 % en 1979.

Qui plus est, l'affaiblissement du yen par rapport au dollar leur permet d'augmenter leurs exportations. Déjà les ventes de voitures et de téléviseurs battent tous les records. En bons capitalistes, les patrons japonais n'ont pas répercuté la baisse du yen sur leurs prix en dollars, si bien que les entreprises sont en train de faire des superprofits.

★

Quand les contribuables français subventionnent les industriels français... Notre ministre de l'Economie vient d'effectuer un voyage en Indonésie. Il en a rapporté des projets (construc-

tion d'un aéroport à Djakarta, d'une centrale thermique dans le sud de Sumatra, vente d'équipements électriques pour le réseau haute tension à l'est de Java, ...). Le tout s'élève à environ 1,5 milliards que la France s'est engagée à fournir ; il paraît qu'il n'est pas possible de faire autrement car l'obtention de prêts étatiques est la condition sine-qua-non imposée par les Indonésiens pour la réalisation de tout projet industriel. Nous paierons donc et les entreprises privées françaises encaisseront les bénéfices.

C'est ça l'économie libérale avancée.

Un autre grand V.R.P. français, je veux dire le président de la République, s'est rendu en Inde au mois d'avril dernier. Il en a rapporté, entre autres, un projet de construction d'une usine géante d'aluminium d'un coût approximatif de 2 milliards de dollars. La France fournira les fonds nécessaires (crédits publics et crédits bancaires) au taux de 5 %. L'accord prévoit aussi que l'Inde exportera la moitié de la production de cette usine (soit 800 000 tonnes d'alumine par an et 220 000 tonnes d'aluminium par an).

Gageons que la France sera parmi les importateurs... et déplorera la « concurrence déloyale des pays à main-d'œuvre abondante et à faible coût ».

★

Grosse découverte d'un journaliste du « Monde » le mois dernier, qui titre son article : « production fruitière — l'abondance nuit au revenu ». Il explique que l'insuffisance de la réglementation communautaire n'assure pas aux producteurs une garantie de revenu et il conclut : « deux années successives d'abondance posent des problèmes de revenus. »

S'il lisait « La Grande Relevé », il saurait ça depuis longtemps.

J.-P. MON

ETRANGER

par Pierre SIMON

RETOUR A LA TERRE

PENDANT que certains chercheurs s'appliquent à nous concocter des bombes à neutrons, d'autres ont des objectifs moins inquiétants. Ils travaillent à aider leurs semblables à se nourrir mieux ou à économiser l'énergie, si chère maintenant. Ainsi, dans la grisaille de l'actualité, on peut encore faire moisson de progrès vraiment utiles et qui honorent la science.

Ainsi, des chercheurs canadiens se sont efforcés d'aider les pays du Tiers-Monde à mieux tirer parti de leurs ressources agricoles. Par exemple, ils constatent que, si la façon la plus simple de récupérer l'énergie emmagasinée par les plantes est de les brûler, mieux vaut les transformer en charbon de bois ou bien en tirer du gaz ou de l'alcool au moyen d'une fermentation.

Le travail du fermier produit de la nourriture mais aussi des déchets agricoles. La plupart des récoltes laissent de grandes quantités de résidus : les tiges, les enveloppes de grains, les feuillages par exemple. Rien qu'au Ghana, les « déchets » laissés par la culture du riz, de la noix de coco et du palmier à huile peuvent fournir 140 000 tonnes de charbon de bois et 112 000 tonnes d'huile. Ce n'est pas négligeable.

Au Mexique et au Guatemala, les chercheurs canadiens mettent au point des procédés de récupération des millions de tonnes de sous-produits que laisse la culture du café et de la canne à sucre. Ces résidus pourraient entrer dans l'alimentation du bétail. La pulpe retirée de la graine de café contient autant de protéines de bonne qualité que les céréales. Dès qu'elle pourra être incluse dans les repas du bétail, les fermiers réaliseront de grosses économies.

D'autres travaux sont en cours en Inde pour apprendre à tirer un meilleur parti des bouses de vache que les habitants ont coutume de brûler. Si une tonne de ces déchets équivaut à une demi-tonne de charbon, on peut faire mieux que de s'en servir pour cuire les aliments. En effet, cette com-

bustion dégage une fumée qui pollue, l'essentiel de la chaleur produite s'en va en fumée et c'est autant d'engrais précieux que le sol ne recevra pas.

Mieux vaut, donc, faire fermenter ces bouses, en obtenir un gaz qui servira à se chauffer et à s'éclairer, pendant que les résidus de l'opération fourniront un excellent engrais. Les installations nécessaires sont déjà nombreuses en Chine et l'Inde en possède plus de 100 000. Même à petite échelle, l'opération est rentable. Les perspectives sont donc encourageantes. Elles le sont même davantage si l'on sait qu'actuellement l'Inde n'utilise guère plus que 1,5 % du matériau ainsi disponible.

Au Brésil, c'est de la canne à sucre et du manioc que l'on tire de l'éthanol qui, mélangé à l'essence dans une proportion qui pourrait atteindre 20 %, fournit un carburant d'appoint. Le manioc s'accommode de terres pauvres pour sa culture, 2 % seulement du territoire brésilien suffiraient à remplacer toute l'essence importée.

Voilà sans doute de bonnes nouvelles pour des pays situés sous les tropiques, appartenant pour la plupart au Tiers-Monde et qui ne disposent guère de ressources énergétiques alors que le soleil et la main-d'œuvre y sont abondants. Là où l'espace est limité, mieux vaudra sans doute s'orienter vers la production de plantes qui fournissent à la fois alimentation et énergie. C'est le cas du Ghana où l'on compte sur ce type d'agriculture pour conquérir l'indépendance énergétique tout en fournissant au pays nourriture abondante et emplois.

Certes, tout n'est pas fait, et il faut passer maintenant du stade de l'expérimentation à celui de la réalisation. Tout de même, ces nouvelles sont encourageantes. Elles éclairent un peu un horizon bien bouché et permettent d'espérer encore en l'homme qui, s'il porte en lui les moyens de tout détruire, est aussi capable d'œuvrer pour le bien de ses semblables.

L'INFLATION

*L'inflation est un virus économique soigneusement entretenu par les amateurs de profits.
Si elle fait perdre les avoirs des épargnants, elle gonfle démesurément les bénéfices des gros possédants.
Lorsque les hommes dévoileront les mensonges financiers
Lorsque les hommes penseront en termes de service et d'utilité
Lorsque les hommes produiront pour distribuer et non pour gagner
Ils connaîtront la PAIX et la prospérité.*

Albert CHANTRAINE

Soit dit en passant

par Gabriel LAFONT



Au rendez-vous du futur

N'ayant pas consulté Mme Soleil, j'ignore encore à l'heure où j'écris, neuf ans avant le rendez-vous (il peut s'en passer des choses d'ici là), si Giscard sera toujours à l'Elysée le 14 juillet 1989, bicentenaire de la Révolution, pour célébrer la « Fête Nationale de la Liberté », cérémonie à laquelle il vient de convier les Françaises et les Français avec toute la jeunesse du pays, et, je présume, bien que les invitations ne soient pas encore lancées, tous les peuples de la planète curieux d'apprendre de visu comment fonctionne le « libéralisme avancé » dans son pays d'origine. Cela nous promet un beau défilé de la République à la Bastille et du monde au balcon sur tout le parcours.

C'est une bonne idée — trouvez pas ? — cette Fête Nationale de la Liberté. Une fête qui va fournir l'occasion au Président, ainsi qu'il l'a déclaré devant les jeunes rassemblés au Bourget, de « supprimer les classes et les castes », d'abolir les privilèges, et, sur sa lancée, de s'attaquer pour de bon, cette fois, au problème toujours en suspens de l'inflation et du chômage.

On ne peut vraiment qu'applaudir à un aussi beau programme.

Oui, mais Giscard, lui, sera-t-il au rendez-vous ? On ne sait jamais. Avec les dernières retombées de l'affaire de Broglie et en dépit de la discrétion embarrassée de la grande presse, la prochaine élection présidentielle c'est pas du tout cuit. Il serait tout de même regrettable que le descendant, ou présumé tel,

de la Maison Capet — vous savez, les quarante rois qui en mille ans, comme disait l'autre, firent la République — ne se trouvât pas, ce jour-là, à la tête des sans-culottes pour reprendre la Bastille, au son du canon et sur l'air du « Ça ira ».

Giscard à la Bastille, le 14 juillet 1989, battant Marchais au sprint, faut pas rater le spectacle. Ça vous aurait tout de même une autre gueule que d'inaugurer des chrysanthèmes, de ranimer la flamme ou de prendre le café-crème avec les éboueurs. Et quelle publicité !

Le hic, c'est que le 14 juillet 1989 ce sera peut-être un peu tard pour prendre la Bastille. C'est déjà fait. Elle est prise. Et même démolie. Un si beau monument. Alors il faudra trouver autre chose à mettre au programme des réjouissances populaires. Mais quoi ? Giscard ne manque pas d'imagination, on peut lui faire confiance. Il trouvera. Son troisième septennat est en jeu. La reconstruire ? Moi je veux bien. Ça ferait toujours marcher le bâtiment. Et quand le bâtiment va...

Mais attention. Si l'on songe à tout le temps qu'il a fallu pour aménager le trou des Halles — et que c'est pas fini — et à tout le fric englouti dans l'opération,

je me demande, même sans permis de construire, et en s'y mettant tout de suite, si elle sera prête dans neuf ans, la Bastille, pour être démolie en musique, le jour de l'inauguration. Et si ça vaut le coup de mobiliser tant de monde pour assister à cette bouffonnerie.

En attendant laissons Giscard faire son cinéma, si cela l'amuse, et se battre tout seul contre la Bastille comme l'autre se battait contre les moulins à vent. La Bastille en a vu passer de ces hidalgos. Même rasée elle est toujours debout. Comme le veau d'or.

Le veau d'or. C'est ce temple qu'il faut abattre. Et pas métaphoriquement. Ce temple qui a su résister jusqu'ici à tous les assauts et à toutes les révolutions. Ce temple où règnent en maîtres par la magouille, le chantage et la corruption, les marchands et les banquiers, les affairistes et les trafiquants, les copains et les coquins. Ce temple d'où ils avaient été chassés voici vingt siècles, et qui sont revenus.

Mais ce n'est pas avec la troupe d'opérette des jeunes giscardiens, avec une armée de « sans-culottes à la recherche d'un pantalon » selon le mot de Jacques Duboin, avec le gadget de la « participation » et les cours d'économie du professeur Barre, ni même avec l'édition de « Démocratie française » mise à jour et en bandes dessinées, que l'on nous sortira, après un demi-siècle de redressements définitifs opérés avec la virtuosité que l'on sait par des bateleurs de foire patentés, de l'incroyable pagaille où nous pateaugeons et dans laquelle tous les sauveurs qui se sont succédés au pouvoir n'ont réussi qu'à nous enfoncer.

Alors, devant la faillite du « libéralisme avancé », avancé au point d'être en pleine putréfaction, et celle de tous les systèmes se réclamant de l'économie de marché, il faudra bien se résigner à accorder aux « utopistes » de l'Economie Distributive la confiance que les grosses têtes qui prétendent nous gouverner ne méritent plus.

« POURQUOI NOTRE REGIME ECONOMIQUE SERAIT-IL ETERNEL ALORS QUE SES DEVANCIERS, LE REGIME FEODAL ET CELUI DE L'ESCLAVAGE ONT FINI PAR DISPARAITRE ? ».

J. DUBOIN

SCIENCES ET TECHNIQUES

par M.-L. DUBOIN
docteur ès sciences

LA RÉVOLUTION ÉLECTRONIQUE

PARLER de révolution n'est pas exagéré quand on songe à la vitesse à laquelle se sont déroulés et se déroulent les progrès dans la technique électronique. Voici, en effet, pour mémoire, quelques dates :

Alors que les propriétés électrostatiques de corps comme l'ambre (« elektron » en grec) étaient connues quelque sept siècles avant Jésus-Christ, il a fallu près de 2 000 ans pour que se développe l'étude des phénomènes électriques. Et ce n'est qu'il y a moins d'un siècle que le mot électron fut employé pour la première fois dans son sens actuel, par un Irlandais, Stoney, en 1891.

La découverte des faisceaux d'électrons, sous le nom de rayons cathodiques est due à Hittorf, en 1869, et ce n'est qu'une dizaine d'années plus tard que Crookes en aborda l'étude. C'est en 1897 que J.-J. Thomson mesura le rapport de la charge à la masse de l'électron et en 1911 que Millikan détermina la valeur de la charge élémentaire.

Bien entendu, pendant ce temps se développait parallèlement l'électricité, l'électromagnétisme, l'électrocinétique et leurs applications. Et si la première lampe à incandescence (à filament de Carbone) date de 1878, ce n'est que vers 1880 qu'on commença à envisager l'électricité à l'échelle infiniment petite des atomes et des électrons. La théorie corpusculaire de l'électricité ne se fonda à celle du milieu atomique et des particules élémentaires qu'avec Bohr, Einstein, Planck, Louis de Broglie, Schrödinger et Heisenberg, au 20^e siècle.

Les techniques de communication suivirent à peu près le même rythme : c'est en 1840 que Morse inventa le télégraphe électrique et en 1875 que Bell inventa le téléphone. La radio, la « télégraphie sans fil » date de la Première Guerre mondiale et le haut-parleur n'a remplacé l'écouteur qu'en 1925. Ainsi la consommation de masse de la radio n'a débuté que dans les années 30.

En 1935, une industrie démarre ; celle de la construction séparée des composants électroniques. Puis c'est la naissance des radars, et la Seconde Guerre mondiale doit la plupart de ses moyens à l'électronique.

Dès 1945, le public bénéficie des retombées de ce développement. C'est, d'une part, l'essor de la télévision aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne et d'autre part le premier ordinateur, construit à l'Université de Pensylvanie : l'E.N.I.A.C.

Mais bien vite, tout va changer et s'accélérer grâce à la découverte des transistors qui en 1948 remplacent les tubes. C'est la première révolution électronique, car les volumes vont être divisés par dix, par cent, puis par 10 000. Et bien entendu les coûts sont réduits dans les mêmes proportions. Et ceci donne lieu à un prodigieux développement

dans tous les domaines, non seulement pour les récepteurs radio, mais aussi les magnétophones et les disques. Le couronnement de cette étape est sans doute la réalisation des premiers satellites de communication (SCORE en 1958) ouvrant l'ère de la télécommunication spatiale.

L'accélération dans les progrès électroniques se voit particulièrement bien dans le développement des ordinateurs. L'E.N.I.A.C. était un monstre qui pesait 30 tonnes et contenait 18 000 tubes. Mais de 1959 à 1964, I.B.M. investit la bagatelle de 25 milliards de nouveaux francs pour lancer sa série 360 qui marque « la première génération » des calculateurs et fait 500 000 additions par seconde.

La seconde étape est celle des circuits intégrés (1960), le silicium, bon marché, remplaçant le germanium dans les transistors.

1970 est l'époque de l'intégration à grande échelle : 10 000 transistors tiennent sur quelques millimètres carrés. Les ordinateurs et leurs périphériques (les appareils permettent par exemple l'entrée et la sortie des calculs : claviers, imprimantes, etc.) peuvent être consultés à distance.

La troisième étape est encore plus spectaculaire que les deux autres : c'est celle des micro-processeurs, qui font véritablement fondre les volumes et les coûts (au même rythme, le prix de la Rolls Royce serait tombé à 35 F). Lorenzi et Le Boucher (*) décrivent ainsi cette révolution en cours :

1975-1980

Dans le domaine individuel, cette période est encore **celle du « gadget »** : calculettes, montres à quartz, jeux « vidéo », premiers microordinateurs dans l'électro-ménager, magnétoscopes pour grand public, réglage électronique des appareils photographiques. Les premières cartes de crédit font leur apparition, le débit étant fait tous les mois. C'est le début des tableaux de bord numériques, de l'allumage et de l'injection électronique pour les voitures. C'est aussi la naissance de la première machine à écrire à mémoire capable de traiter les textes. C'est la naissance du service « Transpac » (réseau de transmission d'informations par paquets).

1980-1985

La seconde phase doit être **celle des expériences** autour de l'écolier et de la ménagère, en passant par l'automobiliste, le médecin et l'usager des P.T.T. : premiers ordinateurs dans les lycées, généralisation de l'enseignement assisté par magnétoscopes, vidéo-disques, vidéoconférences ; production en série des ordinateurs à usage

domestique, caméras électroniques miniatures, écrans plats géants pour la télévision, développement du télécommerce : achats à distance, terminaux-points de vente des grands magasins, cartes de crédit à débit simultané, réseaux interbancaires, passeports magnétiques, régulation électronique du trafic automobile ; développement des appareils médicaux individuels, des prothèses électroniques, premiers hôpitaux à informatique intégrée et ordinateurs pour les professions libérales ; annuaire électronique, téléphone à rappel automatique, visio-phonie, télétextes, télécopies dans les entreprises, télé-distributions, composition électronique des journaux et télé-messageries, débuts du courrier électronique. C'est la phase de généralisation de la commande numérique pour les machines-outils, de l'automatisation des raffineries de pétrole et des usines de l'industrie chimique, de l'implantation des réseaux de grandes capacités à fibres optiques et du développement des satellites de télécommunication et de télévision. Le langage informatique est encore simplifié jusqu'à devenir accessible à tous, les machines à traiter les textes s'améliorent et se répandent, l'assistance par ordinateur se généralise.

1985-1990

La troisième phase doit être celle de l'intégration, celle qui verra les plus grands bouleversements dans les conditions de vie. C'est la phase d'interconnexion entre les divers réseaux et les terminaux domestiques, donc de la liaison entre tous les procédés électroniques d'information, de commande et d'automatisation, toutes ces fonc-

tions audiovisuelles ayant été numérisées (**). Cette phase verra la transformation ou la disparition de tout un ensemble de métiers, les usines étant robotisées : dans l'automobile (General Motors s'apprête à être dans les dix années à venir le premier producteur mondial de robots), dans les industries électriques, dans tout le travail de bureau qui n'aura plus rien à voir avec ce qu'il est aujourd'hui, dans les banques, dans l'administration. Ces robots inventant même des robots plus perfectionnés qu'eux. Cette période sera celle où de nouvelles technologies transformeront l'audiovisuel et amèneront une refonte non seulement des industries mais aussi des services culturels : édition, presse, cinéma, télévision, spectacles — même la culture n'échappera évidemment pas à cette révolution.

(*) Dans « Mémoires volées », collection « Visages de l'an 2000 ».

(**) Tout texte, toute courbe, est transformé en un nombre en numération binaire, c'est-à-dire en une suite de 0 et de 1, ou « bits ».

Baucoup de nos lecteurs nous ont écrit pour nous dire qu'ils ne trouvaient pas en librairie le livre de F. Foulon « Un écologiste accuse ». Nous avons pris contact avec la société qui le diffuse en France et nous pouvons nous charger de le faire parvenir à ceux qui le désirent. Le prix en est de 45 F, plus 5,50 F pour frais de port, soit au total 50,50 F, à faire parvenir par chèque ou c.c.p. à « La Grande Relevé », avec l'adresse complète où le colis doit être adressé.

ILS Y VIENNENT !

Voici des extraits de réflexions publiées par la Société Mutualiste des Municipaux d'Aix-en-Provence :

• La Vie Mutualiste (avril 1979)

« Face aux licenciements, quelle pourrait être l'analyse de la Mutualité, en ayant toujours à l'esprit que le but recherché est la santé des travailleurs ? Faut-il, comme le préconisent toutes les organisations politiques ou syndicales « défendre l'emploi », « demander le plein emploi de tous » ? Devons-nous dire non aux licenciements lorsque la production engendrée par les travailleurs est inutile, nuisible, polluante, mortelle pour certains travailleurs qui y participent ? Faut-il continuer à vouloir que certains travailleurs aillent « se tuer à petit feu au travail » ? Malheureusement dans la société capitaliste dans laquelle nous vivons, il faut un emploi pour avoir un salaire (sauf pour certains qui gagnent beaucoup plus à ne rien faire qu'à travailler).

L'Etat subventionne bien à fond perdu de nombreuses sociétés, ne pourrait-il pas le faire pour les travailleurs éjectés de leur « boulot » ?

La collecte de G. Steydlé

...La Mutualité comprend 22 millions de personnes, c'est-à-dire que c'est le mouvement le plus important de France et pourtant le gouvernement n'hésite pas à imposer des mesures qui vont à l'encontre de la santé des travailleurs (tiers payant, assurances privées, « médecins flics », réduction du nombre des médecins, etc.).

Que faire pour s'opposer efficacement à ces mesures ? Pourquoi pas dans ce domaine innover aussi ? Le système dans lequel nous vivons étant basé sur le profit, ne faudrait-il pas se battre pour anéantir ce profit ? Ne faudrait-il pas dans ces conditions s'attaquer aux « caisses » de nos adversaires ? Lorsque l'adversité est l'Etat, ne devrions-nous pas refuser de payer nos impôts ? Ne pensez-vous pas que si 22 millions de Français ne paient pas leurs impôts, nos revendications auraient une plus grande chance d'aboutir ? De même que si, lorsque les cheminots sont mécontents ils faisaient rouler les trains sans faire payer les voyageurs, et si les postiers distribuaient les lettres qui ne sont pas timbrées ? »

(Transmis par ANTHOMÉ)

L'IMPOSSIBLE SOLUTION

par Robert KOPINSKI

Michel Debré a raison, mais...

Oui, M. Michel DEBRE a raison, la France ne doit pas vieillir. Actuellement elle est en train de vieillir parce que les divers progrès des sciences prolongent heureusement la vie et parce que les jeunes ménages ont moins d'enfants. Si notre population diminue en nombre nous serons bientôt considérés comme une Nation en déclin, alors que l'esprit, la culture, la science de notre pays ont été longtemps admirés dans le monde entier.

Oui, M. DEBRE a raison, mais il n'a vu apparemment que la moitié du problème. Pourtant le vieil adage « gouverner c'est prévoir » devrait l'inciter à tenir compte de l'influence de la conjoncture sur le désir des Français d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants. Or, il n'en parle utilement jamais.

LE VRAI PROBLEME :

La conjoncture, en effet, n'est pas favorable à la progression démographique pour deux raisons principales : morales et matérielles, encore que les soucis matériels agissent sur le moral. William BOOTH, le fondateur de l'Armée du salut, a déclaré, paraît-il, un jour : « qu'il ne sert à rien de prêcher la morale à un homme qui a les pieds dans l'eau ». Si cela est vrai, les difficultés matérielles auxquelles de nombreux Français ont à faire face ne les incitent pas, quoiqu'on en dise, à compliquer davantage leur vie en fondant ou en agrandissant une famille.

Mais comment se fait-il que les Français soient accablés de soucis quand les progrès de toute sorte devraient leur faciliter la vie ? Sans connaître les causes profondes de la situation économique, sociale, politique actuelle chacun est conscient que les choses ne vont plus comme elles devraient aller. On sait que le progrès technique peut supprimer des

emplois et on croit qu'il en crée aussi de nouveaux. Mais l'irruption de l'électronique, de l'informatique et de tous les microprocesseurs emporte, comme une avalanche, toutes les idéologies, toutes les doctrines, toutes les traditions du passé, qui toutes sont basées sur la sentence : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ».

Or, l'automation devient un concurrent inexpugnable du travail humain. De plus en plus nombreux sont ceux qui ont perdu leur emploi pour lequel ils avaient pourtant consacré des années d'études et de formation professionnelle et de nombreux jeunes, manuels ou intellectuels, avec ou sans diplôme, ne trouvent pas de travail.

Le nombre de chômeurs ne peut qu'augmenter, d'autant plus que la compétition internationale oblige à débarrasser la production industrielle comme la production agricole et le secteur tertiaire de toutes les scories qui pèsent sur les prix de revient. Les charges salariales dues aux lois sociales et à certaines taxes sont les scories les plus lourdes et pourtant elles ne peuvent être supprimées.

Toute Entreprise doit être compétitive sur le plan intérieur comme sur le plan du commerce international si elle ne veut pas disparaître. Elle doit donc tendre vers l'automatisation, car une machine automatique est toujours moins coûteuse que la main-d'œuvre qu'elle remplace et quand elle est amortie elle travaille pour ainsi dire gratuitement, même si elle doit faire des heures supplémentaires. Dans ces conditions les protestations des syndicats de salariés contre les licenciements ne peuvent abolir l'obligation impérative de compétitivité pour toute Entreprise et quel qu'en soit le Patron, un particulier, un Conseil d'Administration ou l'Etat et cela tant que nous vivons dans le

cadre d'une économie de marché.

Précisons que toute économie de marché, qu'elle soit capitaliste ou qu'elle soit dite socialiste, est en opposition avec l'intérêt des salariés c'est-à-dire de la majorité de la population, car elle a pour objectif, dans un cas comme dans l'autre, la réalisation d'un profit maximum. A cet effet, elle doit pratiquer les prix de vente les plus élevés compatibles avec ceux de la concurrence et elle doit diminuer le plus possible les prix de revient, c'est-à-dire elle doit baisser la masse salariale et toutes charges qui s'y rapportent.

Dans ces conditions, comment peut-on délivrer la population française de la crainte du chômage ou d'un pouvoir d'achat insuffisant. Comment peut-on délivrer la jeunesse de la hantise de n'être utile à rien et de ne pas même pouvoir fonder un foyer ? Comment avoir confiance dans l'avenir si l'on ne peut être rémunéré qu'en fonction d'un travail fourni, quand il devient évident, sauf pour ceux qui ne veulent pas voir, que le travail humain, que les emplois, commencent à se raréfier ?

L'ancien ministre de l'Economie Nationale et des Finances qu'est M. Michel DEBRE peut-il admettre cette réalité nouvelle, inconnue dans l'Histoire et intimement liée au problème démographique : le colossal progrès des techniques, que de nouvelles énergies vont encore amplifier, rend caduques les lois fondamentales de toute économie de marché et de notre système financier. Par conséquent, la situation sociale ne peut que s'aggraver et les jeunes Français auront de moins en moins le moral pour fonder un foyer ou pour avoir plusieurs enfants.

L'IMPOSSIBLE SOLUTION :

Tant que nous restons confinés dans le cadre d'une économie de marché périmée, tout espoir de voir le nombre de

naissances augmenter est une utopie. Le récent projet gouvernemental d'assurer, à partir de 1981, à toute famille riche d'au moins 3 enfants un minimum de ressources de 4 200 francs n'apparaît-il pas illusoire, aléatoire et lourd de menaces inflationnistes pour le Budget de l'Etat ?

L'espoir de voir l'inflation jugulée dans les mois à venir est également une illusion d'autant plus tenace que depuis plus de 50 ans il nous a toujours déçus. Qualifier l'inflation de maladie de l'économie ne peut être qu'un alibi pour faire oublier que les meilleurs spécialistes mondiaux des finances n'ont jamais réussi qu'à la ralentir par périodes, non à la vaincre. Si nous ne voulons pas nous leurrer nous-mêmes, constatons la réalité inflationniste de notre système financier.

La seule question qui se pose est de savoir comment donner aux hommes et aux femmes de ce pays la joie de vivre, la joie de procréer et d'élever des enfants sains et robustes, dans une sécurité matérielle assurée parce que basée sur le potentiel de production en augmentation constante et non sur une valeur évanescence du salaire ou de la monnaie.

Il est facile d'esquiver la réponse à cette question en proclamant par exemple que les femmes, au lieu de travailler hors du foyer, devraient rester à la maison et faire des enfants. C'est oublier que la majorité des femmes qui « travaillent » le font par nécessité quand le salaire du mari ou du père de famille est insuffisant. Il y a des femmes qui exercent avec plaisir une profession qui les intéresse et elles réussissent généralement très bien dans leur carrière. Que celles qui souhaitent avoir une occupation professionnelle soient libres de le faire, mais il faut que celles qui préfèrent avoir et élever des enfants soient absolument assurées de le pouvoir en disposant d'un logement et de ressources suffisantes.

Est-ce possible ? Pour trouver la réponse, M. DEBRE pourra-t-il admettre qu'aux problèmes nouveaux de notre temps doivent correspondre des solutions nouvelles hors de tout exemple du passé ? M. DEBRE aura-t-il le courage de se remettre lui-même en question en même temps que les structures traditionnelles de l'économie, de revenir aux sources de son propre bon sens au lieu de rester obstiné-

ment fidèle à une orthodoxie économique qui, elle, ne réussit qu'à rafistoler, à temporiser sans résoudre jamais aucun des problèmes modernes ?

Voudra-t-il se reporter par exemple aux vues prophétiques d'un ancien s/secretaire d'Etat au Budget qui, dès les années 30, avait décortiqué de façon inédite les éléments de la fameuse crise économique mondiale et prévu le désordre économique, financier et social que nous vivons actuellement ?

Il s'agit de l'œuvre de Jacques DUBOIN qui démontre que le progrès technique nous oblige à remplacer l'économie marchande par une économie qu'il a appelée « distributive ». Si M. DEBRE se donne la peine de lire lui-même l'œuvre de Jacques DUBOIN sans se contenter de parcourir des résumés plus ou moins déformants, il sera surpris d'y redécouvrir des évidences oubliées et peut-être arrivera-t-il à la même conclusion que celle formulée en son temps par Emile SERVAN-SCHREIBER lorsqu'il disait que Jacques DUBOIN a eu le tort d'avoir raison 50 ans trop tôt. Nous y sommes. Je lui souhaite ce courage pour le bien de tous les Français.

INITIATIVES

NATURE ET PROGRES

Candidat au conseil d'administration de « Nature et Progrès », Denis JUHE, juriste agricole à Melun, 27 ans, n'hésite pas à écrire clairement pour préciser son programme :

« Je me présente à ces élections parce que j'ai le temps de consacrer mon énergie à une certaine idée de la société et particulièrement de la place de l'agriculture. »

Je souhaite défendre et développer cette idée, œuvrer pour ceux qui ont, comme moi, cette idée mais qui n'ont malheureusement pas le temps de se battre.

QUELLE SOCIÉTÉ ? UNE SOCIÉTÉ SOCIALISTE DISTRIBUTIVE, ECOLOGIQUE ET CONVIVIALE. »

Bravo ! Nos amis de « Nature et Progrès » vont pouvoir manifester leur choix avec la même clarté en votant pour lui.

DROIT AU TRAVAIL « UTILE »

« Je veux faire comprendre à mes concitoyens que science sans conscience n'est que ruine de notre bon sens » écrit Serge LEVILLAYER qui veut opposer sa grève de la faim, entre le 1^{er} et le 12 juillet, devant l'arsenal de Cherbourg, aux projets de fabrication de sous-marins atomiques.

Voilà un acte courageux que nos lecteurs de la région viendront soutenir non sans rappeler que la fabrication d'engins de mort durera tant que règnera la loi du marché.

Une confirmation de cette analyse a été récemment publiée par Jacques MADAULE (il y vient ?) :

• **Le Monde** (du 28 février 1980)

« Nous voici au commencement d'une nouvelle phase particulièrement virulente de la course aux armements. Mais on y paraît résigné. Tout au plus se dispute-t-on sur l'identité de ceux qui ont commencé. »

Il faut se rendre à l'évidence : tout le monde s'y est mis ! C'est que le mal est beaucoup plus profond

(Suite page suivante)

SI C'EST OBSCUR, C'EST SÉRIEUX !

par Hilarius de JOYEUSE

UN de nos anciens et fidèles militants a le pénible devoir d'évoluer dans les sphères dites à tort de « l'Intelligenza » économique parisienne. Il a fait, dernièrement, une brève synthèse de ses activités au sein de ce milieu malsain, où il s'est efforcé de propager nos thèses. Il n'a rencontré, comme l'on pense, qu'indifférence glacée, sourires pincés, mépris vernis, le tout baignant dans le velouté d'une sauce bancaire à la mode Louis XV. Cependant, il a découvert chez certains un esprit de curiosité, parfois d'honnêteté intellectuelle. Profitant de cette rareté aubaine, sans vergogne, il a développé son argumentation et déballé son lot de livres signés Jacques Duboin.

Ça a porté. La plupart des prospectés ont déclaré : « C'est intéressant, effectivement. C'est logique. Mais... (tous unanimement) C'EST TROP SIMPLE ».

Et voilà le fin mot de l'histoire lâché. C'est **trop simple**. J. Duboin et ses amis s'expriment de façon trop limpide. Boileau écrivait : « **Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément** ». Horace disait la même chose. Balançoires. Ce qui est clair n'est pas sérieux !

• Suite de la page précédente

que les pacifistes d'autrefois ne l'imaginaient. Ce ne sont pas quelques états-majors de va-t-en-guerre qui ont déclenché le mouvement. C'est la force des choses. Par là j'entends la dynamique propre à notre système industriel, productiviste et gaspilleur. Il est aussi difficile, dans ce contexte, d'arrêter la course aux armements qu'il le serait de limiter la production automobile, et pour des raisons en grande partie analogues : parce que le chômage en serait terriblement aggravé et la balance commerciale des pays industrialisés rendue encore plus déficitaire.

...La course aux armements est inscrite dans la logique d'un système de production intensive qui est commun à l'Est et à l'Ouest.

...Il est vrai que ce n'est pas un problème national, mais un problème mondial, un problème humain. Tous les hommes d'aujourd'hui, quelle que soit leur langue, sont parfaitement capables de comprendre comment il se pose. Il y a longtemps que les savants du groupe de Pugwash l'ont fort bien posé. J'ai l'impression de n'aligner ici que de triviales évidences. D'où vient donc qu'elles ne s'imposent pas et qu'on leur oppose avec superbe et sur un ton sans réplique des nécessités devant lesquelles il faut s'incliner sans murmure ?

C'est parce qu'on ne veut pas mettre en question le système industriel qui nous régit depuis quelques siècles, comme s'il était immuable et irremplaçable. Or, aucun régime n'est immortel, pas même celui... »

(Transmis par René MARLIN)

Pour être sérieux, il faut être touffu, pâteux, visqueux et vachement opaque. Voyez le camarade Marx ! Quel succès ! URSS, Chine, Pologne, R.D.A., Yougoslavie, Roumanie, Yémen, Afghanistan, Georges Marchais, Mitterand, Mongolie extérieure, j'en passe et des plus marrants, tous sont, bon gré, mal gré, Marxistes !

Or qui a lu Marx ? Personne ! « **Le Kapital** » ? Indigeste, imbuvable, vésicatoire, barbant, nébuleux. Au quart du bouquin le testard qui a poursuivi la lecture aussi loin, doit bigophoner au S.A.M.U. pour la réanimation. Car Karl Marx, lui au moins, il est pas clair, mais alors pas clair du tout. C'est ce qui est fumeux qui est fumant ! Mais ça fait sérieux !

Tous les pontes du régime capitaliste possèdent la collection complète de la pensée marxiste, les œuvres d'Engels, etc. Ils vous diront : « Sans doute, nous ne sommes pas d'accord avec la teneur des propos, mais quels génies ! ».

Faux jetons ! Le jour où ils ont acheté au mètre linéaire cette bouquinade (pour épater le visiteur) on a pu mettre du « scotch » sur toutes les pages, ils ne s'en sont pas aperçus, n'ayant jamais eu le vice de le feuilleter ?

Que fait l'économiste voulant être pris vraiment au sérieux ? Qui veut être détaxé de la clarté pénalisante ? Ecrivant des articles en bon langage, il les traduit à l'aide des dictionnaires modernes de l'Hexagonal le plus sophistiqué. Ainsi il n'écrit plus « **un chèque** » mais « un substitut des espèces » ou « **un paysan** », mais « une unité résiduelle du secteur primaire », etc.

Illuminé par la connerie régnante aux sommets (d'où l'on découvre l'ensemble, disait le général Quivousavix) de la politique, du monde des affaires, des cartels, des trusts, des monopoles, de la Trilatérale, etc., Hilarius ne veut plus se laisser traiter de pas sérieux, de minus partiel ou intégral. Il change son Chassepot d'épaule. Désormais, ce que vous lirez de lui sera irréprochablement incompréhensible. Hilarius décide de s'exprimer en hébreu.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS (11 n°)

France	30,00 F
Etranger	35,00 F
Abonnement de soutien (2 numéros) ..	55,00 F

Règlements par chèques postaux : au C.C.P.
« La Grande Relève » n° 13402-39 M Paris.

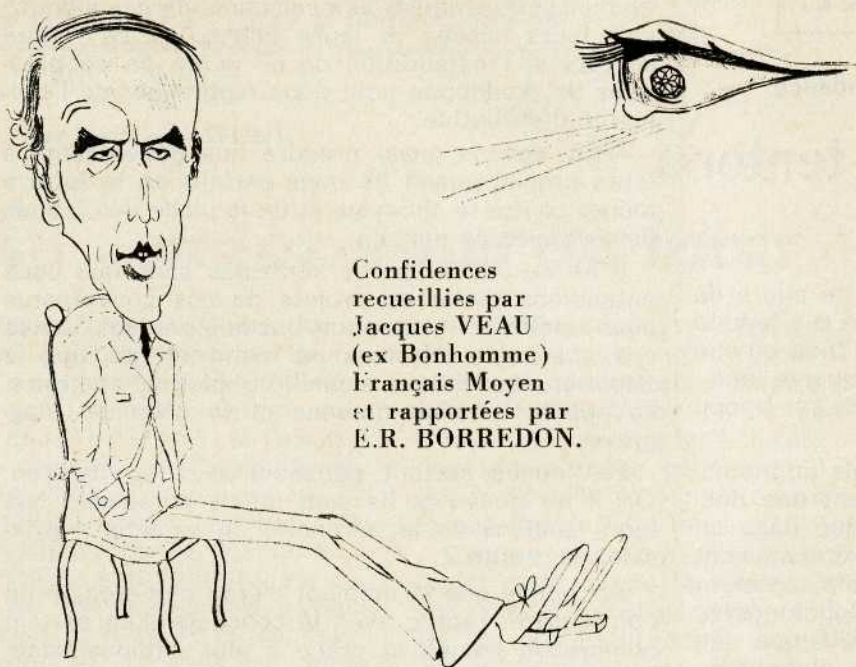
Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

Prière de joindre **2,50 F** pour tout changement d'adresse. Merci.

CHRONIQUE DE L'ÉLYSÉE-PALACE...



Confidences
recueillies par
Jacques VEAU
(ex Bonhomme)
Français Moyen
et rapportées par
E.R. BORREDON.

Bagatelles pour un Septennat

J'évoquerai maintenant, dans un autre ordre d'idées, les péripéties qui ont émaillé l'établissement du budget national pour l'exercice 1980.

Je rappellerai pour mémoire les difficultés croissantes d'année en année, d'établir un budget en rigoureux équilibre financier et donc conforme à la règle qui demeure la base de notre système économique.

En fait, il y a belle lurette — vous excuserez, j'en suis assuré, cette expression triviale dans mes propos — que j'ai rompu avec le consentement officiellement réservé par notre grand argentier à cet impératif.

Mais il convenait d'en conserver l'apparence formelle à notre budget.

Si nous y sommes parvenus au cours des premières années du septennat, cela est devenu quasiment impossible ces dernières années.

Après avoir été ainsi contraint d'admettre des déficits budgétaires

dont nous ne pouvions plus éviter la croissance d'un exercice sur le suivant, nous nous sommes décidés à frapper un grand coup en arrêtant et présentant à la décision des assemblées légiférantes l'ensemble des dépenses avant de préciser les recettes dont elles auraient dû logiquement dépendre.

Comme vous le savez, cette pratique a très mal tourné et le Conseil Constitutionnel n'a pas hésité à constater le flagrant délit anti-réglementaire.

Je me suis empressé de repor-

Les banques vous accordent
[du crédit
non pas pour vous rendre
[service
non pas par esprit de civisme
mais simplement pour vous
[garder
le plus longtemps à leur
[merci.

Albert CHANTRAINE

ter sur mon Premier ministre la responsabilité de ce camouflet, ce qui n'a d'ailleurs trompé personne.

Après une regrettable comédie de motions de censure régulièrement rejetées, le budget 1980 a été cependant ratifié comme nous l'avions primitivement établi avec un excédent des dépenses sur les recettes d'environ 40 milliards.

Alors, vous dites-vous, comment allons-nous nous en tirer ? Rassurez-vous, c'est très simple.

Cette règle de l'équilibre financier rigoureux est en fait parfaitement illusoire et je ne l'ai moi-même jamais respectée ni aux finances, ni dans mes fonctions de Chef de l'Etat. Moyennant des contre-parties intéressantes, mais qui n'ont pas à être divulguées sans précaution au public, l'Etat trouve sans aucune difficulté auprès des principaux établissements et organismes financiers de Crédit tous les concours qui lui permettent de faire face à l'intégralité de ses dépenses budgétaires sans avoir à modifier l'insuffisance de ses recettes.

C'est également grâce à ces concours financiers hors budget qu'il a été possible de mettre, à la disposition des gouvernements africains amis, des centaines de milliards sans jamais obérer l'équilibre de nos comptes, qui n'ont pas davantage été en danger lorsque j'ai relevé ces gouvernements d'une partie importante de leur dette.

Et si nous restons attachés à la règle de la rentabilité financière dont nous exigeons le respect par la majorité des petites et moyennes entreprises, c'est qu'elle présente pour leurs dirigeants l'attrait du profit personnel plus facile à exploiter que celui de l'intérêt général pour lequel serait suffisante la rentabilité qualitative et quantitative. En outre, il nous est ainsi possible de favoriser par l'octroi de crédits incontrôlés et incontrôlables des intérêts privés qui savent nous en être reconnaissants. Vous m'avez compris et je n'ai pas besoin de vous en dire plus sur ce sujet.

(A suivre)

TRIBUNE LIBRE

Vers l'Économie Distributive de l'Abondance

Une expérience à tenter

par Pierre MOCH (*)

C E qui donne à Jacques Duboin cette allure de prophète, c'est que la doctrine qu'il a fondée reste valable pour ses disciples bien qu'elle ait été élaborée depuis plus de cinquante ans : quand on relit aujourd'hui ses écrits, on est frappé de la justesse de ses vues.

Moi qui ai suivi sa pensée, je le crois du moins, je me suis toujours demandé comment une doctrine aussi claire n'a pu progresser que dans un public relativement restreint. Une réflexion souvent entendue : Oui, tout cela est juste mais comment arriver à la réalisation ? Jacques Duboin, avec son optimisme fondamental, répondait que les mesures transitoires se mettaient en place sans même que les gens s'en rendent compte et il citait toutes les réformes qui mèneront finalement vers la cité abondanciste : la sécurité sociale, les indemnités de chômage, les allocations familiales, les indemnités de toutes sortes, autant de mesures « transitoires » qui mèneraient finalement vers notre but.

Il faut bien comprendre que c'est une révolution à laquelle J. Duboin nous a conviés. Enlever de l'esprit des gens le système bien ancré des prix-salaires-profits peut seul amener la réalisation de notre idéal.

Or, cette révolution doit être pacifique car les révolutions non pacifiques font quelquefois des changements dans les sociétés, mais le plus souvent, remplacent seulement les dirigeants sans que les dirigés voient leurs désirs se réaliser : il ne s'agit pas du tout de changer de Maîtres et de remplacer des oppresseurs par d'autres oppresseurs.

Donc, révolution non violente. Mais pour y arriver, il faut une évolution suffisamment rapide de façon que son aboutissement vienne le plus vite possible. Pour hâter cette évolution, il faut se servir d'arguments sérieux et d'objectifs réalisables. En pensant à tout cela, je me suis dit que la marche vers l'économie distributive pouvait sans doute être avancée par différents moyens. J'ai pensé que « l'autogestion » dont on a beaucoup parlé, surtout au moment de la déconfiture de l'affaire « LIP », pouvait être un de ces moyens. J'ai surtout pensé aux coopératives de production, car ces coopératives qui n'existent qu'à l'état embryonnaire subsistent généralement et n'ont pas eu d'échecs retentissants comme les expériences d'autogestion. On peut même dire que dans certains pays,

je pense à ISRAËL, ces coopératives, qu'on appelle des « kiboutz » ont eu un relatif succès. Il faudrait étudier sérieusement le mécanisme de ces kiboutz, voir leurs succès et leurs échecs et se rendre compte si l'instauration de ce genre de coopératives de production peut nous rapprocher de l'économie distributive.

Nous devons aussi prendre nos gouvernants à leurs propos quand ils nous parlent de la lutte à mener contre le chômage et de la place des jeunes dans la cité de demain.

Il ne se passe pas de semaines sans que nous entendions parler de projets de nos gouvernants pour améliorer la situation. Jusqu'à présent, toutes ces soi-disant réformes ne montrent pas que la situation économique s'améliore, bien au contraire. Le pouvoir d'achat diminue et le chômage s'aggrave.

Les jeunes, surtout, pâtissent de cette situation. Or, il se trouve qu'ils sont moins persuadés que leurs anciens de la pérennité du système « prix-salaires-profits ».

J'ai pensé que le moment n'était pas éloigné où l'on pourrait tenter, avec le concours d'un certain nombre de jeunes et grâce à leur enthousiasme, la création d'une coopérative de production qui pourrait être, en petit, un modèle d'une société basée sur l'économie distributive.

On nous dit que la complexité du problème de l'emploi vient de ce que, chaque année, des centaines de milliers de jeunes ayant terminé leurs études, ont du mal à s'intégrer dans la vie économique du pays. Le gouvernement est décidé, il le dit du moins, à lutter pour l'emploi, en général, et pour l'emploi des jeunes, en particulier, en favorisant par des avantages financiers et éventuellement des prêts des entreprises nouvelles à se créer.

On pourrait imaginer, par exemple, comme coopérative pilote, une communauté de production comprenant dix mille travailleurs, ce qui correspondrait à une population, non actifs compris, de vingt à vingt cinq mille habitants. Un plan devrait être élaboré et soumis au gouvernement avec suffisamment de retentissement pour que celui-ci ne puisse pas refuser son concours de départ.

A défaut d'arriver à convaincre le gouvernement, on pourrait trouver des concours dans ce qu'on appelle « l'opposition » ou tout au moins certains membres de l'opposition, soucieux de démontrer que les réformes dites hardies ne leur font pas peur.

Quant au plan lui-même, je crois qu'un certain nombre d'entre nous seraient heureux d'y apporter leur collaboration ; il suffit d'avoir des idées et du bon sens pour l'élaborer : après avoir délimité une surface d'exploitation à choisir dans une contrée en voie de dépeuplement, le plan devrait préparer une infrastructure légère.

Pour cette coopérative « pilote », il faudrait prévoir une production principalement agricole avec

des bêtes de qualité et des machines perfectionnées à laquelle il faudrait ajouter quelques entreprises, soit artisanales, soit de petite envergure, susceptibles, au début de l'expérience, de voir leur production absorbée en grande partie par les membres de cette communauté de travail (par exemple, industrie alimentaire, habillement ou autre). On pourrait même prévoir une entreprise qui serait conçue pour fournir une grande partie de sa production à l'extérieur de la communauté. Toutes ces entreprises doivent être créées avec les tous derniers progrès de la technique afin qu'elles soient compétitives. Nous devrions appliquer le système du plein emploi du matériel et des machines, le plein emploi des hommes passant au second rang.

Une propagande appropriée, lancée si possible avec l'aide du gouvernement, et en cas de défaillance, l'aide de l'opposition devrait avoir un certain retentissement auprès de la jeunesse pour l'inviter à adhérer à une telle communauté.

Pour éviter des débuts trop difficiles, des mesures ou prêts devraient être consentis pour assurer à chacun un « minimum vital ».

RÉPONSE

Notre ami Pierre Moch n'est pas le premier à imaginer une pareille coopérative, gérée, au plan intérieur, en s'inspirant du socialisme distributif. D'autres ont même mis en pratique de semblables communautés, mais à une échelle bien plus petite, ce qui les amène, inévitablement, au lieu de disposer au maximum des progrès techniques, à devoir partager une vie très frugale, d'où naissent bien des échecs. Au contraire, le projet de P. Moch comporte l'utilisation des machines les plus perfectionnées, dans des entreprises compétitives.

Rien que ce dernier mot fait comprendre où se situe la difficulté. D'abord P. Moch ne dissimule pas que son expérience a besoin d'importantes mises de fond. Où les trouver ? Les attendre du gouvernement, en le prenant au mot parce qu'il prétend lutter contre le chômage, c'est prêter aux politiciens une bonne foi qu'ils n'ont évidemment pas. Les espérer de l'opposition dont toutes les dépenses sont à but électoraliste et immédiat semble, hélas, relever de la même candeur. Dans le régime où nous sommes, de pareils fonds ne pourraient être que prêtés et le remboursement des intérêts doublerait la difficulté. Et fausserait le problème, car la communauté ne pourrait vouer son travail à la satisfaction des besoins puisqu'elle serait obligée de tout faire, même des fabrications stupides ou nuisibles, si celles-ci lui offraient le moyen de subsister. Il n'est pas, à ce propos, de meilleur exemple que le groupe des Lip qui était animé des meilleures intentions et avait des moyens... mais qui, soumis à la nécessité d'être compétitif, se voit contraint aujourd'hui, belle réussite, de travailler pour les armements... C'est tout dire.

Les membres seraient avertis qu'il n'y aurait pas de « salaire » au sens habituel du terme. La répartition du revenu serait faite suivant le système du « revenu social » préconisé par Jacques Duboin.

Une petite agence serait créée dans cette communauté qui s'occuperait de la distribution aux membres actifs ou non actifs (leurs familles) de ce revenu social par l'intermédiaire d'un embryon de « monnaie de consommation » tel que Jacques Duboin l'a prévue. Les produits non consommés par cette communauté seraient mis en vente par cette agence sur le marché national. C'est elle également qui ferait des achats sur le marché national pour les besoins des membres.

Avant d'aller plus loin et étant donné le manque de place pour développer cette idée, nous convions le lecteur à réfléchir sur ce plan et à adhérer éventuellement à une commission qui pourrait l'élaborer.

(*) Pierre MOCH est l'auteur du livre « La grande politique vue par un homme quelconque » dont nous avons déjà parlé ici. Ce livre est disponible auprès de l'auteur, par l'intermédiaire du journal (25 F, frais d'envoi compris).

Même sans parler de remboursement et d'intérêt, la communauté se trouverait devant la nécessité de vendre ses produits, ce qui lui imposerait le choix de ses productions. Ce choix ne serait donc pas dicté par les seuls besoins.

On comprend qu'intervient la question de la taille de la communauté distributive : il faut que sa taille et ses moyens matériels, donc ses vraies richesses, lui permettent d'échapper aux pressions économiques d'un extérieur marchand, tant que celui-ci lui est hostile et veut sa ruine.

Mais alors que cette expérience ne pourrait en être une pour ses gestionnaires contraints aux règles capitalistes, elle en serait une, si elle était réalisable, pour tous ceux de ses membres qui pourraient vivre avec l'assurance d'un revenu suffisant pour leur consommation, étant bien entendu qu'ils devraient à la communauté un certain travail jugé nécessaire. Mais n'est-ce pas une expérience de ce genre que vivent ceux des fonctionnaires qui ont un traitement suffisant pour vivre décemment, mais insuffisant pour leur permettre de « faire travailler » leur argent ? Le revenu qu'ils touchent est monnaie de consommation, ils doivent à la communauté un service bien défini et leur retraite est assurée.

Bien sûr, le fait qu'ils n'ont pas toujours pu choisir leur métier sans contrainte économique, les injustices, fiscales par exemple, qui les entourent, la preuve qu'ils ont que l'administration qui les emploie n'a pas pour souci principal de représenter les intérêts bien compris de la communauté, etc., etc..., fausse l'exemple. Mais il ne peut guère en exister de meilleur dans ce monde où l'argent reste le maître à penser... et à vivre.

M.-L. D.

BLOC-NOTES

Le livre : « **La production croît, l'emploi décroît ! c'est la crise !... Que faire ?** » est en vente chez l'auteur, Marcel Dieudonné, 10, rue Voltaire, 65000 Tarbes. Franco 20 F. C.C.P. 3572 25 E Toulouse.

« RENAITRE 2.000 »

Son Directeur, André Dumas, propose dans un cycle de conférences sur l'Évolution Humaine :

4 juin : *De la Rareté à l'Abondance, de la fatalité à la liberté : Economie distributive et civilisation des loisirs.*

18 juin : *L'Individuel et le Collectif : Liberté, Association, Organisation.*

Ces mercredis, à 15 heures :

Conférences de la salle « PSYCHE »

15, rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 PARIS

Métro : Palais-Royal

REVUES INTERESSANTES :

★ L'OCCITAN

B.P. 2306 — 31020 Toulouse Cedex.

★ LE MIROIR DU CENTRE

14, place Jourdan, 87000 Limoges

★ TOUS ET CHACUN

DMC-ADAEM/RG BP 3
81260 Brassac.

★ TRIBUNE DES ATHEES

(publication trimestrielle qui ose parler de nous).

Albert Beaughon
03380 Bellenaves.

★ LES CAHIERS INDEPENDANTS

(revue trimestrielle poétique et d'informations, tous problèmes d'éditions).

P. Soulier
Labrousse — 15310 Arpajon/Cere

POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELEVÉ »

ANONYME ANNECY, 1 200 — Jean NANTET, 70 — Georges JOURDE, 40 — Paul BOTTE, 145 — Roger BOUDOT, 20 — André VIVIANI, 45 — Mme Madeleine LUCE, 200 — Jacques LECLERC, 215 — Robert CATHELINAIS, 20 — René AUSSANT, 30 — Robert KNODERER, 50 — MORETTI, 20 — Mme CASANOVA, 145 — Lucien WEBER, 45 — Raymond MEURISSE, 70 — Mme Suzanne WITWER, 20 — André PEON, 30 — André RAVINET, 45 — Pierre FELIX, 70 — Mme PAILLER, 20 — Pierre et Marguerite BUGUET, 200.

TOTAL : 2 700 F.

MERCI A TOUS.

CITOYENS DU MONDE

Centre Français d'enregistrement

15, rue Victor-Duruy, 75015 PARIS

Les journées mondialistes : 24, 25 et 26 mai, près de Liège, ont choisi deux thèmes pour leurs réflexions :

1. - Droit de l'homme à travers l'histoire.
2. - Droit de l'homme et nationalisme.

Une réunion publique aura lieu le 24 mai, à laquelle participera un représentant d'Amnesty International.

A propos des Jeux Olympiques, l'Agence Mondialiste de Presse rappelle cette pensée de Pierre de Coubertin :

« Les jeux olympiques sont des compétitions entre individus, non entre nations ».

MIROIR DE LA CURIOSITE

Lien des chercheurs et curieux.

Les lecteurs y sont les seuls rédacteurs, ils s'y interrogent et répondent librement sur tous sujets : Histoire, Religion, Langage, Toponymie, Mathématiques, Curiosités, Sciences, Techniques, Economie, Politique, Médecine, Institutions, Archéologie, etc., etc...

FACETTES - B.P. 15 - 95220 Herblay

Abonnement 12 numéros : 50 F. Spécimen gratuit.

LA LIBRE PENSEE

autonome des Bouches-du-Rhône

11, rue Saint-Vincent, 13004 MARSEILLE

Aborde aussi bien les thèses de l'économie distributive que les problèmes pacifistes.

Le numéro d'avril relatait la vie de la grande humaniste que fut Nelly Roussel.

ATTENTION

Nous rappelons à nos amis lecteurs que les dons « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ » doivent être adressés **exclusivement** à la Grande Relève.

Aucun autre organisme ni aucune association quelle qu'elle soit, **n'est habilitée à recevoir les dons pour La Grande Relève.**

Résumé de nos thèses :

UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVÉ DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ». Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme.

Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer

le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en priver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une minorité : austérité, hausse des prix,

stagnation économique, étouffement des initiatives non génératrices de profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

A cette société de la rareté, les hommes avertis doivent opposer la société de l'abondance où le profit ne sera plus la raison d'être des activités... et des gaspillages. Cette substitution est même devenue la seule mesure garantissant la sécurité de leur vie quotidienne.

UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacques DUBOIN a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des

structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE AU DOS)

Ce résumé succinct ne permet pas d'entrer dans les détails d'une théorie élaborée par Jacques DUBOIN, au long d'une vingtaine d'ouvrages dont la plupart sont aujourd'hui épuisés. Une réimpression générale en est envisagée. En attendant, un numéro spécial de « La Grande Relève », publié en octobre 1978 et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal, 88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet.

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE :

Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDEPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI ».

Ceci implique de nouvelles institutions :

Les revenus

Il est ouvert périodiquement à tout individu, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, un crédit, ou « **revenu social** », qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier.

La monnaie de consommation

perdant sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de chemin de fer, a pour but de distribuer équitablement la production réalisée, tout en laissant à chacun la liberté du choix.

Le travail

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un **SERVICE SOCIAL** auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant aussi la durée de sa carrière active.

La gestion

d'une telle économie devient un problème d'informatique comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en

Cette assurance de recevoir sa part de production même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

et ses conséquences

Débarassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveaux-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

— le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services.

L'organisation économique et sociale est **décentralisée**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordinateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'installe sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.

LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.